



LÉGATION DE SUISSE  
AU LIBAN

Réf.: B.15. - A/a

Lettre politique

Opinions occidentales et arabes  
à Beyrouth et à Damas avant la fin  
de la mission Menzies au Caire.

*Dissimulés auprès MM.  
de Stauffenberg et Gygax  
le 13.9.56.  
WA.*

*M. Nathanael*  
*D. Gygax* *ou 14/9* *2/11. IX*

BEYROUTH, 8 septembre 1956.

Immeuble Achou  
Avenue Perthuis  
Case postale 172  
Téléphone No. 34646

en	Z/E	N/A	WE			a/a
Datum	11.9	11.9	12			19.9
Vise	✓	No	✓			wt.
EPD						
Ref. 11. A. 21. 31. Beirut						

Monsieur le Ministre,

1.- "Ne vous y trompez pas, la situation est très sérieuse" me disait hier le Premier Secrétaire chargé des Affaires politiques à l'Ambassade des Etats-Unis d'Amérique ici en me parlant de l'affaire de Suez. "Le risque que comporte une expédition militaire contre l'Egypte et les conséquences que celle-ci pourrait avoir sur les pipe-lines en Syrie, par exemple, est moins grand que celui qui consisterait à laisser indéfiniment le Président Nasser poursuivre sa politique de grandeur". *ky*

Mon interlocuteur ajoutait qu'il était opportun que les Etats-Unis maintiennent une attitude de réserve militaire car cela leur permettait de faire comprendre à l'URSS que celle-ci, elle aussi, devait se tenir à l'écart.

Ce point de vue est pessimiste car il envisage franchement la possibilité d'une ouverture prochaine des hostilités contre l'Egypte; il me paraît cependant représenter assez justement l'opinion qui prévaut ici parmi les milieux britanniques, français et américains.

Par la voie rapide, je vous ai signalé que les Belges avaient, eux aussi, recommandé à ceux de leurs nationaux, dont la présence n'est pas indispensable, de quitter le territoire syrien; cette information est importante car cette décision a été prise au moment où M. Spaak conférait à Londres avec M. Selwyn Lloyd, lequel en sa qualité de

A la Division des  
Affaires Politiques du  
Département Politique fédéral,  
B e r n e.



- 2 -

Président de la Conférence des Vingt-deux devait recevoir les rapports directement du Comité des Cinq négociant au Caire. Par chance, je me trouvais dans le bureau du Premier Secrétaire belge à Damas lorsque le télégramme chiffré en question est arrivé de Bruxelles.

Quant à la décision similaire prise par le Premier Directeur-adjoint de l'UNRWA (Office de secours et de travaux pour les réfugiés de Palestine) pour les territoires syrien, jordanien et de Gaza, je l'ai apprise de M. Thomas Jamieson, Second Directeur-adjoint de cette institution. Elle implique donc une admission publique des Nations-Unies que des hostilités pourraient éclater d'un moment à l'autre. Cette décision a été télégraphiée à New-York et le Secrétariat général, depuis lors, l'a enregistrée sans commentaire. Selon la même source, j'ai appris que les milieux de la Commission mixte d'armistice entre Israël et les Etats arabes considéraient également comme probable l'ouverture des hostilités entre ces pays. M. Jamieson, qui au début de cette semaine a effectué un séjour de trois jours à Gaza, m'a affirmé que selon les constatations qu'il a pu faire les troupes égyptiennes avaient été retirées de cette région et que la tentation qui en résultait pour Israël était extrêmement grande.

2.- Lors de mon voyage de service à Damas, le 5 septembre, j'ai pris contact avec M. Galeb Kayali, Directeur des Affaires politiques au Ministère syrien des Affaires Etrangères. Il m'a déclaré que l'événement le plus important de ces derniers jours était, du point de vue syrien, le débarquement d'importantes troupes françaises à Chypre. Ce fait, selon lui, était une indication réelle que les Britanniques et les Français ne désiraient pas le succès des entretiens du Comité des Cinq avec le Président Nasser.

...

Il pense que le but poursuivi par les Franco-britanniques est actuellement de dissocier l'Egypte de la Syrie. Ce raisonnement est entièrement faux, me déclare M. Kayali, car la Syrie se considérerait en guerre aussitôt que la moindre action militaire serait entreprise par les deux alliés occidentaux contre l'Egypte. Il reste, quant à lui, optimiste cependant car il ne voit pas l'avantage qu'auraient les Franco-britanniques d'une occupation du territoire égyptien. Ce serait pour eux, estime-t-il, une deuxième Algérie. Il affirme que si les événements devaient prendre une tournure décisive les pipe-lines traversant le territoire syrien seraient immédiatement dynamités.

Quant au problème d'Israël, mon interlocuteur m'a déclaré que, malgré le silence dont il était actuellement l'objet, il restait au premier plan des préoccupations des Etats arabes. Le danger sioniste oblige, me dit M. Kayali, à envisager des alliances fussent-elles "diaboliques". "N'oubliez pas", me dit-il, "que l'URSS ne se trouve qu'à 800 kilomètres des frontières syriennes".

Malgré son optimisme déclaré, M. Kayali m'a donné l'impression que les autorités syriennes ressentent une grave inquiétude. A la fin de cet entretien, M. Kayali m'a fait savoir que les principaux journaux en Suisse et le Département Politique ne semblaient pas bien comprendre le point de vue syrien. Il était cependant heureux de constater que ces derniers jours notre presse faisait preuve d'une meilleure compréhension de la situation des Etats arabes. Il a souligné l'importance qu'on attachait en Syrie au comportement de la presse suisse qui était considérée, en raison de notre neutralité, comme le véritable baromètre de l'opinion mondiale.

- 4 -

3.- Ces nouvelles alarmantes contrastent étrangement avec l'apparente tranquillité qui règne aussi bien à Beyrouth qu'à Damas. Dans cette dernière ville, les affaires traitées à la 3e Foire internationale sont bonnes et le pavillon britannique, en particulier, est fort fréquenté. Manifestement, les populations libanaise et syrienne ne se rendent pas du tout compte du danger qui plane sur cette partie du monde.

De tous mes contacts avec les missions diplomatiques occidentales, je retire l'impression que la France et le Royaume-Uni, tout en acceptant la nationalisation du canal, insistent inébranlablement sur l'internalisation de son exploitation. Une solution par voie de négociations ne pourrait donc intervenir que si le Président Nasser était prêt à faire une concession. La question est de savoir si, dans l'état actuel des faits, il peut faire accepter, par sa propre opinion publique, un tel geste qui ne manquerait pas d'être interprété comme une reculade. S'il devait maintenir son attitude intransigeante, les Franco-britanniques sont décidés à le faire tomber. Dans l'un et l'autre cas, la situation du Chef de l'Etat égyptien est peu enviable. Une troisième issue momentanée résiderait pour lui dans l'absence de toute action de sa part qui pourrait être interprétée par les Occidentaux comme une provocation. Dans ce cas, ces derniers seraient privés d'un prétexte pour une intervention armée et il ne leur resterait plus que le moyen des sanctions économiques pour faire tomber le Dictateur égyptien.

J'ajoute qu'en cas de conflit, le Liban ferait tout ce qui est en son pouvoir pour ne pas y être entraîné. Seule une tension accrue des relations entre musulmans et chrétiens serait à redouter à l'intérieur même de ses frontières.

Veillez agréer, Monsieur le Ministre, l'assurance de ma haute considération.

Le Chargé d'Affaires a.i.:

*Alfred Rappard*